

181014

N° 1738 / PM. SGG. SL

Le Président de la République

Dakar, le 6 NOV. 1975

69/75

App. Etrangers
Legislation
Education

Monsieur le Président,

Je vous fais parvenir, ci-joint, un décret ordonnant la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée à PARIS le 16 novembre 1972.

Je vous serais obligé de bien vouloir soumettre ce projet à la délibération de l'Assemblée nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Président de la République absent
Le Premier Ministre chargé de l'inté-
rim

à Monsieur Amadou Cissé DIA
Président de l'Assemblée
nationale

DAKAR



REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

EXPOSE DES MOTIFS

du projet de loi autorisant le Président
de la République à ratifier la Convention
pour la protection de patrimoine mondial
culturel et naturel, adoptée à Paris le
16 Novembre 1972.

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture a adoptée à Paris le 16 novembre 1972, la présente
convention, appelée à protéger les patrimoines menacés par l'évolution de la vie
sociale et par des phénomènes d'altération ou de destruction.

L'article I et II de la Convention précisent que :

" Sont considérés comme " patrimoine culturel "

- les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de
peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscrip-
tions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du
point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

- les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui
en raison de leur architecture, de leur unité ou de leur intégration dans le paysage, ont
une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la
science,

- les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de
l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui
ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique,
ethnologique ou anthropologique. "

" sont considérés comme " patrimoine naturel " :

- les monuments naturels constitués par les formations
physiques et biologiques ou par ^{des}groupes de telles formations qui ont une valeur
universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique, .../.

- Les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

- les sites naturels ou les zones naturelles délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelles. "

Aux fins de la présente convention, les états membres à la présente convention s'efforceront, afin d'assurer une protection et une conservation de leur patrimoine culturel et naturel,

- d'instituer sur leur territoire, plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur de ce patrimoine, et de favoriser la création de centres nationaux ou régionaux de formation,

Il est institué auprès de l'UNESCO, un comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommée " le Comité du patrimoine mondial. "

Le Comité est composé de 15 états parties à la convention, ce nombre sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 états.

Le Comité met à jour et diffuse, une " liste du patrimoine mondial " et une liste du patrimoine mondial en péril ".

Il reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats membres, et coopère avec les organisations nationales et internationales, en particulier avec le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN).

La Conférence a aussi décidé de créer un Fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommée " le Fonds du patrimoine mondial ",

-3

- Les ressources du Fonds sont constituées par les contributions volontaires des états parties, les versements, dons ou legs et le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds.

Dans le but de favoriser les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel, les états parties à la présente convention envisagent de favoriser la création :

- de fondations ou d'associations nationales publiques et privées,
- et de programmes d'éducation et d'information destinés à renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel.

La Conférence a d'autre part adopté une recommandation concernant la protection, sur le plan national du patrimoine culturel et naturel.

Deux termes de cette recommandation, il est souhaité qu'une politique active de conservation et d'interaction de ce patrimoine dans la vie collective soit développée, grâce à l'action concertée de tous les services publics et privés intéressés.

Les populations locales devraient être associées directement aux mesures de protection et de conservation.

Les états membres devraient aussi, prendre les mesures scientifiques, techniques administratives, juridiques et financières nécessaires pour assurer cette protection :

Cependant, dans la mesure où elles ne modifient pas les dispositions caractéristiques des demeures anciennes, les transformations devraient être autorisées en vue de doter les ensembles du confort nécessaire à l'agrément de leurs occupants.

.../

Des peines ou des sanctions administratives devraient atteindre les auteurs de toutes autres infractions à la protection ou à la mise en valeur d'un bien protégé.

Pour compléter toutes ces mesures, des cours réguliers, des conférences, des stages d'étude sur l'histoire de l'art, l'architecture, l'environnement et l'urbanisme devraient être donnés par les universités, les établissements d'enseignement à tous les niveaux.

Le public devra aussi être informé sur les réalités de la protection du patrimoine culturel et naturel.

Il est enfin précisé dans l'article 32 de la présente convention que :

" la présente convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du 23e instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des états qui auront, déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre état trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

La Conférence générale de l'UNESCO, en adoptant la présente convention donne un cadre juridique à toutes les mesures précédemment envisagées par plusieurs états pour sauvegarder leur patrimoine culturel et naturel.

Le Sénégal, avec la création de la Direction de l'urbanisme, et de services techniques chargés de l'environnement et de la protection de la nature n'a pas attendu l'événement de cette convention pour prendre des mesures concrètes destinées à protéger ce patrimoine, grace surtout à l'action conjuguée des Comités de rénovation de Saint-Louis, de Gorée, de Rufisque etc....

C'est pourquoi, vu tout ce qui précède, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le présent projet de loi. -

Fait à Dakar, le 10 Septembre 1975

Le Ministre des Affaires étrangères

Assane SECK

181074

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

4ème LEGISLATURE

DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE 1975

R A P P O R T

fait au nom

de l'intercommission constituée par les Commissions des Affaires
Etrangères, de la Législation, des Affaires Economiques, des Travaux
Publics, de l'Education et du Travail

s u r

le PROJET DE LOI N° 69/75 autorisant le Président de la République
à ratifier la Convention pour la protection du patrimoine mondial,
culturel et naturel, adoptée à Paris le 16 Novembre 1972.-

Par

Mr. Abdoulaye NLANG

Rapporteur.-

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

La Conférence générale de l'organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture a adopté à Paris le 16 Novembre 1972, la présente convention, appelée à protéger les patrimoines menacés par l'évolution de la vie sociale et par des phénomènes d'altération ou de destruction.

Sont considérés comme patrimoine culturel :

" - les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

- les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui en raison de leur architecture, de leur unité ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

- les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique. "

Sont considérés comme patrimoine naturel :

" - les monuments naturels constitués par les formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

.../...

- 2 -

- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

- les sites naturels ou les zones naturelles délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle. "

Les Etats membres de la présente convention assureront une protection et une conservation de leur patrimoine culturel et naturel ; à cette fin, ils installeront sur leur territoire des services de protection, de conservation et de mise en valeur de ces patrimoines.

Il sera institué auprès de l'UNESCO un comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommée " le Comité du patrimoine mondial. "

Le Comité est composé de 15 Etats parties à la convention ; ce nombre sera porté à 21 à partir de la session ordinaire de la conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 Etats.

Une "liste du patrimoine mondial" et une liste du "patrimoine mondial en péril" seront établies et diffusées par le comité.

Le comité reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats membres et coopère avec les organisations nationales et internationales, en particulier avec le centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels " Centre de Rome ", le Conseil international des monuments et des sites " ICOMOS " et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources " UICN ".

.../...

- 3 -

La Conférence a décidé de créer un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommée " le Fonds du patrimoine mondial ".

Les ressources du Fonds sont constituées par les contributions volontaires des Etats parties, les versements, dons ou legs et le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds.

Les populations locales devraient être associées directement aux mesures de protection et de conservation. Pour compléter les mesures de protection et de conservation, des cours réguliers, des conférences, des stages d'étude sur l'histoire de l'art, l'architecture, l'environnement et l'urbanisme devraient être donnés par les universités, les établissements d'enseignement à tous les niveaux.

La présente convention entre en vigueur 3 mois après la date du dépôt du 23e instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement.

La Conférence générale de l'UNESCO en adoptant la présente convention donne un cadre juridique à toutes les mesures précédemment envisagées par plusieurs Etats pour sauvegarder leur patrimoine culturel et naturel.

Le Gouvernement du Sénégal qui accorde une importance particulière à la protection de son patrimoine culturel et naturel a présenté devant votre intercommission le projet de loi 69/75 qui n'a soulevé auprès des commissaires aucune objection particulière.

Aussi l'intercommission vous recommande-t-elle son approbation.

181014

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



ASSEMBLEE NATIONALE

N° 81

autorisant le Président de la République
à ratifier la Convention pour la protection
du patrimoine mondial, culturel et naturel
adoptée à PARIS, le 16 Novembre 1972.-

L'ASSEMBLEE NATIONALE ;

après en avoir délibéré, a adopté en sa séance
du Jeudi 4 Décembre 1975 la loi dont la teneur suit ;

ARTICLE UNIQUE :

Le Président de la République est autorisé à
ratifier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel
et naturel, adoptée à PARIS, le 16 Novembre 1972.-

DAKAR, le 4 DECEMBRE 1975

Le Président de Séance

Etienne CARVALHO.

// **CONVENTION POUR LA PROTECTION**
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL
ET NATUREL

adoptée à Paris le 16 Novembre 1972

-----oOo-----

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du au 1972, en sa dix-septième session,

Constatant, que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont le plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutable,

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent,

./.

- 2 -

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentant un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complétera efficacement,

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon les méthodes scientifiques et modernes,

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce jour 16 Novembre 1972 la présente Convention :

I. DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 1

° Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine culturel" :

- les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

./.

Annexe - page 14

- les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

ARTICLE 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine naturel" :

- les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,
- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,
- les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

ARTICLE 3 Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention

- 4 -

d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 4

Chacune des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

ARTICLE 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficace et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible :

- a) d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale ;
- b) d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui

- 5 -

permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent ;

c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel ;

d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine ; et

e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

ARTICLE 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente Convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

- 6 -

3. Chacun des Etats parties à la présente Convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette Convention.

ARTICLE 7

Aux fins de la présente Convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération internationale visant à seconder les Etats parties à la Convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. COMITE INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé "le Comité du patrimoine mondial". Il est composé de quinze Etats parties à la Convention, élus par les Etats parties à la Convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer dans toute la mesure du possible une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

./.

- 7 -

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

ARTICLE 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

./.

- 8 -

ARTICLE 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.
2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.
3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaire à l'exécution de sa tâche.

ARTICLE 11

1. Les Etats parties à la présente Convention soumettent, dans toute la mesure du possible au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter des indications sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.
2. Le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de "liste du patrimoine mondial", une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente Convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.
3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

./.

- 9 -

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de "liste du patrimoine mondial en péril", une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente Convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et prévus, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbaine et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscriptions une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

./.

- 10 -

7. Le Comité, avec l'accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

ARTICLE 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

ARTICLE 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

./.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre de l'importance des ressources des Etats sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.
5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.
6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.
7. Le Comité coopère avec les organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en oeuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organismes, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.
8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

./.

- 12 -

ARTICLE 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 15

1. Il est créé un Fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé "Le Fonds du patrimoine mondial".

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

- a) les contributions volontaires des Etats parties à la présente Convention ;
- b) les versements, dons ou legs que pourront faire :

- i) d'autres Etats,
- ii) l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture, les autres organisations

- iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;
- c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;
- d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et
- e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la conditions que la mise en oeuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidées par le Comité.

ARTICLE 16

Les Etats parties à la présente Convention envisagent ou favorisent la création de fondation ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

ARTICLE 17

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

./.

V. CONDITIONS ET MODALITES DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

ARTICLE 18

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 20 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

ARTICLE 19

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa (C) de l'article 21, et de l'article 22, l'assistance internationale prévues par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

ARTICLE 20;

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis d'experts.
2. En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

./.

- 15 -

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires.

ARTICLE 21.

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes :

- a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention ;
- b) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'oeuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé ;
- c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel ;
- d) fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir ;
- e) prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme ;
- f) octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

./.

ARTICLE 22

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

ARTICLE 23

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'Etat intéressé.

ARTICLE 24

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

ARTICLE 25

En contrepartie de l'assistance internationale offerte par le Comité du patrimoine mondial, l'Etat bénéficiaire doit s'engager à donner suite, dans un délai déterminé, au programme ou au projet approuvé et à veiller par la suite à ce que les biens ayant fait l'objet de cette aide continuent à être protégés, conservés et mis en valeur conformément aux principes scientifiques et techniques définis par le Comité.

./.

VI. PROGRAMMES EDUCATIFS

ARTICLE 26

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

ARTICLE 27

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

ARTICLE 28

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. CLAUSES FINALES

ARTICLE 29

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

ARTICLE 30

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 31

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 32

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

ARTICLE 33

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire :

- a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs ;
- b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constitutants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

ARTICLE 34

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.
2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

./.

ARTICLE 35

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 31, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 30 et 31, de même que des dénonciations prévues à l'article 34.

ARTICLE 36

1. La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle Convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle Convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle Convention portant révision.

ARTICLE 37

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

./.

Fait à Paris, le seize novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 30 et 31 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.